

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES
D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE

ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	PAGE
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Évolution des actifs nets	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7 - 11
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Annexe 1	
Charges	
Masse salariale, frais d'administration, frais de logement, frais de bureau, frais de financement et autres frais	12

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du **Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2017, les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2017, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes canadiennes d'audit (NCA). Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

☎ 450 755-6525
800 771-6525

📠 450 755-5211

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mon audit sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière** au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2017, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL).

PIERRE BRABANT CPA INC.

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Saint-Charles-Borromée,
le 6 juin 2017.

	2017		2016	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	TOTAL	TOTAL
PRODUITS				
Subvention du bureau d'aide aux victimes d'actes criminels	1 323 080 \$	- \$	1 323 080 \$	1 089 120 \$
Contributions pénales	49 218	-	49 218	41 428
Subvention d'Emploi-Québec	5 178	-	5 178	-
Dons	250	-	250	40
Intérêts	1 478	-	1 478	2 031
Autres revenus	1 956	-	1 956	6 001
	<u>1 381 160</u>	<u>-</u>	<u>1 381 160</u>	<u>1 138 620</u>
CHARGES (annexe 1)				
Masse salariale	1 102 469	-	1 102 469	1 012 200
Frais d'administration	52 278	-	52 278	41 362
Frais de logement	55 903	16 393	72 296	66 885
Frais de bureau	31 868	13 962	45 830	44 935
Frais de financement et autres frais	15 637	-	15 637	16 780
	<u>1 258 155</u>	<u>30 355</u>	<u>1 288 510</u>	<u>1 182 162</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>123 005 \$</u>	<u>(30 355) \$</u>	<u>92 650 \$</u>	<u>(43 542) \$</u>

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017



	2017			2016
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	FONDS DES CONTRIBUTIONS PÉNALES	TOTAL
ACTIFS NETS AU DÉBUT	24 575 \$	269 828 \$	27 917 \$	322 320 \$
AJOUTER (DÉDUIRE) :				
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	123 005 (30 355)	-	92 650 (
Affectation au fonds des contributions pénales (note 9)	(32 000)	-	32 000	-
Affectation d'origine interne (note 9)	1 179 (a)	-	(1 179)	-
Virement inter-fonds (note 10)	(22 101)	22 101 (b)	-	-
	70 083	(8 254)	30 821	92 650 (
ACTIFS NETS À LA FIN	<u>94 658 \$</u>	<u>261 574 \$</u>	<u>58 738 \$</u>	<u>414 970 \$</u>

Détail des affectations d'origine interne :

Acquisition de jouets pour les interventions auprès des enfants	621 \$
Acquisition d'alarmes personnelles pour les victimes et de matériel d'intervention auprès des adolescents	558
(a)	<u>1 179 \$</u>

Détail des virements inter-fonds :

Acquisition d'immobilisations corporelles	1 636 \$
Remboursement de capital sur la dette à long terme	20 465
(b)	<u>22 101 \$</u>

	2017		2016	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	AUTRES FONDS	TOTAL	TOTAL
ACTIF				
ACTIF À COURT TERME				
Encaisse	43 643 \$	58 738 \$	102 381 \$	35 543 \$
Épargne à terme, taux variable (0,75 % au 31 mars 2017), rachetable en tout temps	212 711	-	212 711	99 732
Subventions à recevoir (note 3)	45 178	-	45 178	-
Taxes à la consommation et autres créances à recevoir	9 979	-	9 979	12 306
Frais payés d'avance	<u>11 228</u>	<u>-</u>	<u>11 228</u>	<u>10 237</u>
	322 739	58 738	381 477	157 818
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, au coût moins amortissement cumulé (notes 4 et 7)	<u>-</u>	<u>511 055</u>	<u>511 055</u>	<u>539 774</u>
	<u>322 739 \$</u>	<u>569 793 \$</u>	<u>892 532 \$</u>	<u>697 592 \$</u>
PASSIF				
PASSIF À COURT TERME				
Créditeurs (note 6)	188 081 \$	- \$	188 081 \$	105 326 \$
Subventions reportées	40 000	-	40 000	-
Versements sur dette à long terme	-	21 006	21 006	20 343
Emprunt renouvelable au cours du prochain exercice (note 7)	<u>-</u>	<u>228 475</u>	<u>228 475</u>	<u>249 603</u>
	228 081	249 481	477 562	375 272
DETTE À LONG TERME (note 7)	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>228 081</u>	<u>249 481</u>	<u>477 562</u>	<u>375 272</u>
AVOIR DE L'ORGANISME				
ACTIFS NETS				
Non affectés	94 658	-	94 658	24 575
Contributions pénales	-	58 738	58 738	27 917
Investis en immobilisations corporelles	<u>-</u>	<u>261 574</u>	<u>261 574</u>	<u>269 828</u>
	<u>94 658</u>	<u>320 312</u>	<u>414 970</u>	<u>322 320</u>
	<u>322 739 \$</u>	<u>569 793 \$</u>	<u>892 532 \$</u>	<u>697 592 \$</u>

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 8)

POUR LE CONSEIL :

_____ administrateur

_____ administrateur

	2017	2016
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	92 650 \$	(43 542)\$
Ajustements pour :		
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	<u>30 355</u>	<u>31 183</u>
	<u>123 005</u>	<u>(12 359)</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Subventions à recevoir	(45 178)	-
Taxes à la consommation et autres créances à recevoir	2 327	(4 019)
Frais payés d'avance	(991)	(3 297)
Créditeurs	82 755	(36 704)
Subventions reportées	<u>40 000</u>	<u>-</u>
	<u>78 913</u>	<u>(44 020)</u>
	201 918	(56 379)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 636)	(24 719)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(20 465)	(19 563)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE L'EXERCICE	179 817	(100 661)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>135 275</u>	<u>235 936</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>315 092 \$</u>	<u>135 275 \$</u>

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL), en tenant compte des principales méthodes comptables suivantes :

COMPTABILITÉ PAR FONDS :

L'organisme applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports.

Le fonds d'administration rend compte des activités menées par l'organisme en matière de prestation de services et d'administration. Ce fonds présente les ressources non affectées et les subventions de fonctionnement affectées.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles.

Le fonds de contributions pénales présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux contributions pénales affectées.

COMPTABILISATION DES PRODUITS :

Les apports affectés aux activités de fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds d'administration dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Tous les autres apports affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds d'administration au cours de l'exercice où ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de placements sont constatés à titre de produits dans le fonds d'administration lorsqu'ils sont gagnés.

IMPÔTS SUR LE REVENU :

L'organisme n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu fédéral et provincial.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :

La politique de l'organisme consiste à présenter les soldes bancaires et les épargnes à terme dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INSTRUMENTS FINANCIERS :

L'organisme évalue initialement ses actifs et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des épargnes à terme, des subventions à recevoir, des taxes à la consommation et autres créances à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, des subventions reportées et de la dette à long terme.

UTILISATION D'ESTIMATIONS :

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture ainsi que sur les montants de produits et des charges de l'exercice. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût dans le fonds d'immobilisations. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport dans le fonds d'immobilisations. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon les méthodes et taux suivants :

	<u>MÉTHODE</u>	<u>TAUX</u>
Bâtiment	Dégressif	4,00 %
Améliorations locatives	Linéaire	20,00 % (5 ans)
Matériel informatique	Linéaire	25,00 % (4 ans)
Mobilier de bureau	Linéaire	10,00 % (10 ans)

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reçues à des fins spécifiques sont constatées aux revenus selon les directives des donateurs, la portion non constatée aux revenus figure au poste "subventions reportées".

2. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été constitué le 2 avril 1997 selon la troisième partie de la Loi des compagnies du Québec. Il développe et consolide l'expertise d'un programme de mesures visant à accueillir, aider, reconforter, défendre, supporter et assister les victimes d'actes criminels dans la défense de leurs droits. L'organisme utilise la dénomination sociale de CAVAC Lanaudière.

3. SUBVENTIONS À RECEVOIR

	2017	2016
Projet spécifique - Pièce de théâtre Manawan	40 000 \$	-
Emploi-Québec	<u>5 178</u>	<u>-</u>
	<u>45 178 \$</u>	<u>- \$</u>

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017		2016	
COÛT	AMORTIS- SEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	VALEUR COMPTABLE NETTE	
Terrain	72 765 \$	-	72 765 \$	72 765 \$
Bâtiment	477 559	84 106	393 453	409 846
Améliorations locatives	6 151	2 066	4 085	5 315
Matériel informatique	42 713	34 223	8 490	13 019
Mobilier de bureau	<u>74 302</u>	<u>42 040</u>	<u>32 262</u>	<u>38 829</u>
	<u>673 490 \$</u>	<u>162 435 \$</u>	<u>511 055 \$</u>	<u>539 774 \$</u>

5. EMPRUNT BANCAIRE ÉVENTUEL

Un emprunt bancaire éventuel, d'un montant maximal autorisé de 50 000 \$, porterait intérêt au taux de 7,20 % et est renouvelable annuellement

6. CRÉDITEURS

	2017	2016
Fournisseurs et frais courus	29 491 \$	15 143 \$
Salaires à payer	20 124	13 430
Vacances à payer	82 904	73 633
Sommes à remettre à l'état		
Dédutions à la source à payer	<u>55 562</u>	<u>3 120</u>
	<u>188 081 \$</u>	<u>105 326 \$</u>

7. DETTE À LONG TERME

	2017	2016
Hypothèque immobilière de premier rang sur l'immeuble, d'une valeur comptable de 466 218 \$, 3,80 %, remboursable par versements mensuels de 2 537 \$, capital et intérêts, d'un montant original de 338 215 \$, échéant en février 2027 (a)	249 481 \$	269 946 \$
Échéances courantes comprises dans le passif à court terme	<u>21 006</u>	<u>20 343</u>
	228 475	249 603
Emprunt renouvelable au cours du prochain exercice	<u>228 475</u>	<u>249 603</u>
	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>

(a) Dette garantie par la subvention du BAVAC et les taxes à la consommation et autres créances à recevoir, d'un montant de 9 979 \$.

7. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements estimatifs en capital pour les cinq prochains exercices s'établissement comme suit :

2018	21 006 \$
2019	21 847
2020	22 722
2021	23 632
2022	24 578

8. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Location de photocopieurs :

L'organisme était engagé en vertu d'un bail à long terme pour la location de deux photocopieurs. La dépense de location de l'exercice s'élève à 1 822 \$.

L'organisme est engagé en vertu d'un bail à long terme pour la location de deux photocopieurs. La dépense de location de l'exercice s'élève à 548 \$. L'engagement résiduel, au montant de 11 513 \$, échoit le 31 juillet 2022 et se répartit comme suit :

2018	2 193 \$
2019	2 193
2020	2 193
2021	2 193
2022	2 193
2023	<u>548</u>
	<u><u>11 513 \$</u></u>

Location d'un local commercial :

L'organisme est engagé en vertu d'un bail à long terme, sur un local commercial, à compter du 1^{er} novembre 2015, pour le point de service de Repentigny, comportant une option de renouvellement de 5 ans. Le loyer de l'exercice s'élève à 28 484 \$. L'engagement minimal (incluant les taxes à la consommation), au montant 102 068 \$, échoit le 31 octobre 2020 et se répartit comme suit :

2018	28 484 \$
2019	28 484
2020	28 484
2021	<u>16 616</u>
	<u><u>102 068 \$</u></u>

9. AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil a affecté, à la demande du BAVAC, un montant de 32 000 \$ provenant des revenus de contributions pénales de l'exercice courant, à un fonds de contributions pénales. Un montant de 1 179 \$ a été affecté au fonds d'administration pour financer les dépenses relatives à l'achat de matériel d'intervention auprès des victimes..

10. VIREMENT INTER-FONDS

Un montant de 22 101 \$ (26 754 \$ en 2016) a été transféré du fonds d'administration au fonds d'immobilisations afin de financer les sorties de fonds relatives aux acquisitions d'immobilisations corporelles.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2017.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux taxes à la consommation et autres créances à recevoir.

L'organisme consent du crédit dans le cours normal de ses activités. Une bonne proportion de ces comptes ont été reçus dans les semaines suivant la fin d'exercice. L'organisme surveille de façon continue les montants à recevoir et n'a pas jugé bon de prendre de provision pour créances douteuses.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du taux d'intérêt sur le marché. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne l'emprunt bancaire à taux fixe et la juste valeur de sa dette à long terme qui porte intérêt à taux fixe.

ANNEXE 1

	2017		2016	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	TOTAL	TOTAL
MASSE SALARIALE				
Salaires des employés	942 601 \$	-	942 601 \$	871 284 \$
Charges sociales	<u>159 868</u>	<u>-</u>	<u>159 868</u>	<u>140 916</u>
	<u>1 102 469</u>	<u>-</u>	<u>1 102 469</u>	<u>1 012 200</u>
FRAIS D'ADMINISTRATION				
Associations et cotisations	7 106	-	7 106	6 341
Assurances	1 139	-	1 139	1 141
Documentation et abonnements	506	-	506	206
Formation	6 506	-	6 506	5 834
Frais de déplacement	19 058	-	19 058	12 250
Frais de fonction	183	-	183	191
Frais pour sinistre	-	-	-	3 607
Honoraires professionnels	<u>17 780</u>	<u>-</u>	<u>17 780</u>	<u>11 792</u>
	<u>52 278</u>	<u>-</u>	<u>52 278</u>	<u>41 362</u>
FRAIS DE LOGEMENT				
Assurances	2 350	-	2 350	2 272
Électricité et chauffage	5 459	-	5 459	4 808
Entretien et réparations	14 389	-	14 389	12 692
Frais de déménagement	-	-	-	4 678
Loyer et frais afférents	31 294	-	31 294	22 931
Taxes municipales et scolaires	2 411	-	2 411	2 378
Dotation à l'amortissement du bâtiment	<u>-</u>	<u>16 393</u>	<u>16 393</u>	<u>17 126</u>
	<u>55 903</u>	<u>16 393</u>	<u>72 296</u>	<u>66 885</u>
FRAIS DE BUREAU				
Entretien et réparations	2 190	-	2 190	2 379
Fournitures de bureau	9 585	-	9 585	8 186
Location de matériel de bureau	2 371	-	2 371	2 430
Photocopies et impression	2 644	-	2 644	2 774
Publicité et promotion	1 914	-	1 914	1 454
Télécommunications	13 164	-	13 164	13 655
Dotation à l'amortissement des autres immobilisations corporelles	<u>-</u>	<u>13 962</u>	<u>13 962</u>	<u>14 057</u>
	<u>31 868</u>	<u>13 962</u>	<u>45 830</u>	<u>44 935</u>
FRAIS DE FINANCEMENT ET AUTRES FRAIS				
Frais du C.A. et d'A.G.A.	2 256	-	2 256	2 155
Frais d'activités des bénévoles	-	-	-	187
Frais d'activités de reconnaissance	1 337	-	1 337	339
Intérêts et frais de banque	2 143	-	2 143	925
Intérêts et pénalités sur remises	-	-	-	2 488
Intérêts sur dette à long terme	<u>9 901</u>	<u>-</u>	<u>9 901</u>	<u>10 686</u>
	<u>15 637</u>	<u>-</u>	<u>15 637</u>	<u>16 780</u>
TOTAL DES CHARGES	<u><u>1 258 155 \$</u></u>	<u><u>30 355 \$</u></u>	<u><u>1 288 510 \$</u></u>	<u><u>1 182 162 \$</u></u>